

L'Union européenne confirme le droit de BDS

28.10.2016

Categories: Attaques contre BDS



En réponse à une question posée par la députée européenne irlandaise Martina Anderson, qui demandait si la Commission européenne s'engageait pour le droit des activistes de BDS d'exercer leur liberté d'expression démocratique, Federica Mogherini a déclaré:

"L'Union européenne (UE) reste ferme dans sa protection de la liberté d'expression et de la liberté d'association, conformément à la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne. La liberté d'expression, ainsi qu'il est souligné dans la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, est aussi applicable à toute information ou idées "qui offensent, choquent ou dérangent l'Etat ou tout secteur de la population".

N'ayant pas réussi à empêcher le soutien et l'impact croissants du mouvement BDS, Israël a lancé une campagne anti-démocratique sans précédents pour tenter de réduire au silence les droits des partisans qui militent pour les droits des Palestiniens et pour criminaliser BDS.

Les incitations israéliennes contre le mouvement BDS se sont traduites par des pressions sur les gouvernements, sur les législateurs et sur les autorités pour qu'ils sanctionnent les activités de BDS en appliquant des mesures répressives qui vont à l'encontre des libertés civiles et politiques.

Lorsqu'on a demandé comment la Commission évaluait les déclarations du Ministre des services de

renseignements Yisrael Katz qui préconisait des "éliminations ciblées de civils" visant des Palestiniens et des dirigeants internationaux de BDS avec l'aide des services secrets israéliens, Mogherini a déclaré: "L'union européenne condamne fermement et en toute circonstance l'utilisation de menaces ou de violences contre des défenseurs des droits humains."

Riya Hassan, qui coordonne les campagnes du comité palestinien de BDS (BNC), a réagi à cette déclaration en disant: "nous saluons la défense tardive du droit des Européens et des autres citoyens de se montrer solidaires avec les droits des Palestiniens, y compris par des tactiques de BDS. Mais la société civile palestinienne s'attend à ce que l'UE respecte ses obligations dictées par la loi internationale et par ses propres principes et lois, en imposant au moins un embargo militaire à Israël, en bannissant les produits des entreprises qui font des affaires avec les colonies illégales israéliennes et en suspendant l'accord UE-Israël jusqu'à ce qu'Israël respecte entièrement la clause concernant les droits humains de cet accord."

Rappelons que [sur ce même site](#) nous rendions compte du communiqué de presse du 18 mai 2016 dans lequel 354 organisations européennes de défense des droits humains, groupements d'églises, syndicats et partis politiques demandaient à l'UE de défendre leurs droits dans le cadre de la campagne BDS.

Source:

<http://www.eccpalestine.org/eu-high-representative-federica-mogherini-affirms-the-right-to-bds/>